



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 18 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1979

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
186

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

- Περὶ ἐγκρίσεως τῆς συμφωνίας ἀναγνωρίσεως μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπιτροπῆς συνεργασίας μετὰ τὴν UNICEF καὶ τῆς UNICEF ἡ ὁποία ὑπεγράφη στὴν Ἀθήνα στίς 1.6.1978/26.6.1978... 1
- Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ εἰς Θεσσαλονίκην τὴν 21ην Μαΐου 1979 ὑπογραφέντος πρωτοκόλλου τῆς εἰκοστῆς τακτικῆς Συνόδου τῆς Μόνιμου Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Μεθοριακῆς Ἐπιτροπῆς... 2

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Ἀριθ. Φ. 0546/2790

(1)

Περὶ ἐγκρίσεως τῆς Συμφωνίας ἀναγνωρίσεως μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπιτροπῆς συνεργασίας μετὰ τὴν UNICEF καὶ τῆς UNICEF ἡ ὁποία ὑπεγράφη στὴν Ἀθήνα στίς 1.6.1978/26.6.1978.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ

ἔχοντας ὑπόψη τὶς διατάξεις:

1. Τοῦ ὑπ' ἀριθ. 687/1977 Νόμου (Φ.Ε.Κ. 252/1977 τ. Α') περὶ συστάσεως Ἑλληνικῆς Ἐπιτροπῆς συνεργασίας μετὰ τὴν UNICEF.
2. Τῆς ὑπ' ἀριθ. πρωτ. Γ2α/8375/6382 ἀπὸ 22.11.1977 Ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν ὅπως τροποποιήθηκε καὶ συμπληρώθηκε μεταγενεστέρως μετὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. Γ2α/οἰκ./9070 ἀπὸ 12.12.1977 καὶ Γ2β/οἰκ./1387 ἀπὸ 16.2.1979 ἀποφάσεις τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν.
3. Τὸ περιεχόμενο τῆς ὑπὸ ἐγκριση Συμφωνίας, ἀποφασίζουμε:

Ἐγκρίνουμε ὡς ἔχει καὶ στὸ σύνολό της τὴ Συμφωνία Ἀναγνωρίσεως μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπιτροπῆς συνεργασίας μετὰ τὴν UNICEF καὶ τῆς UNICEF ἡ ὁποία ὑπεγράφη στὴν Ἀθήνα στίς 1.6.1978/26.6.1978 καὶ τῆς ὁποίας τὸ κείμενο στὸ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ γλῶσσα καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ ἔχει ὡς ἀκολούθως:

Ἀθῆναι, 14 Μαΐου 1979

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΛΛΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ
ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΔΟΞΙΑΔΗΣ

Accord d'accreditation

Déclaration de principe

1. Un comité national pour l'UNICEF est un organisme gouvernemental ou privé créé pour engager et poursuivre dans un pays donné une action à l'appui de l'œuvre du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).

Les comités nationaux poursuivent pour l'essentiel les mêmes objectifs:

a) éveiller l'intérêt du public envers l'UNICEF et ses programmes, et s'assurer de son soutien;

b) plaider en faveur de l'enfance, en s'appuyant sur une activité éducative, et cela afin de faire admettre que l'action en faveur de l'enfance est un élément du développement économique et social;

c) diffuser des informations sur les activités dans le monde entier de l'UNICEF qui répondent aux besoins des enfants dans les pays en développement;

d) encourager le gouvernement à verser des contributions et, s'il y a lieu, organiser des appels de fonds auprès des particuliers,

2. Les membres du comité national doivent être largement représentatifs de la population et soutenir la cause de l'UNICEF.

3. L'organe directeur de l'UNICEF est, en vertu de la résolution adoptée par l'Assemblée générale, le Conseil d'administration, et le Directeur générale est chargé de l'administration de l'UNICEF. Les comités bénéficiant d'un statut de coopération auprès de l'UNICEF, ont le droit d'assister aux réunions du Conseil en qualité d'observateurs. Les représentants des comités peuvent présenter au Conseil des compte rendus sur des questions concernant leurs activités. Ils peuvent également, avec l'accord du Président, prendre la parole au Conseil.

4. Un comité national peut négocier un accord d'accreditation s'il répond aux critères suivants:

a) il se trouve dans un pays membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une des institutions spécialisées des Nations Unies;

b) il se conforme à la législation nationale et le Gouvernement le reconnaît ou ne soulève aucune objection à son existence.

Termes de l'accord

Le Directeur général et le Président du Comité conviennent de ce qui suit:

5. Le Comité hellénique pour l'UNICEF est accrédité en tant que comité national et s'engage à mener ses

activités en harmonie avec la politique de l'UNICEF, telle qu'elle est définie par le Conseil d'administration et appliquée par le Directeur général. Le Comité s'engage à soumettre ses statuts et amendements au Directeur général.

6. L'UNICEF et le Comité conviennent qu'un échange d'informations complet et librement consenti est la clef de voûte d'une étroite collaboration.

- a) L'UNICEF, pour sa part, se déclare prêt à :
 - i. fournir en temps utile toutes les données nécessaires sur ses programmes et ses réalisations les plus importants;
 - ii. préciser sa situation financière;
 - iii. expliquer sa politique;
 - iv. informer le Comité de l'état de ses relations avec le Gouvernement sur un plan national;
 - v. mettre à la disposition du Comité les informations et les lignes directrices qui lui permettront d'atteindre ses objectifs;
 - vi. faciliter, le cas échéant, des échanges de vue professionnels ou techniques et une orientation ou formation du personnel du Comité.
- b) Le Comité s'engage à faire un rapport sur ses activités et sur l'état de ses finances au moins une fois par an, l'UNICEF et le Comité ayant préalablement convenu de la forme de ce rapport.

7. Le Comité doit subvenir à ses besoins en recourant à l'une ou l'autre des sources de revenus suivantes :

- a) des subventions du Gouvernement et/ou des dons de sources non gouvernementales;
- b) un pourcentage convenu prélevé sur des fonds provenant de dons spontanés ou sollicités et de legs au bénéfice de l'UNICEF;
- c) un pourcentage convenu prélevé sur les recettes de la vente de cartes de vœux et autres articles lorsque le Comité entreprendra de telles activités.

8. Le Comité et l'UNICEF conviennent que le Comité peut solliciter et recevoir des dons, legs et autres biens en faveur de l'UNICEF et en accusant réception. Le Comité peut également, sous réserve d'un accord séparé, agir en qualité de mandataire pour la commercialisation, la distribution et la vente de produits tels que les cartes de vœux et les calendriers mis à sa disposition par le Service des cartes de vœux de l'UNICEF. Sous réserve de l'alinéa 12 ci-après, l'UNICEF et le Comité conviennent de ne pas mettre en vente d'autres produits dans le pays, ni d'associer le nom de l'UNICEF ou du Comité national à d'autres articles, services ou mises en vente, à l'exception de ceux qui sont destinés à un but éducatif, sans une consultation préalable des deux parties.

9. Le Comité doit tenir à jour une comptabilité de toutes ses recettes et dépenses; elle doit être soumise chaque année à un commissaire aux comptes agréé et être présentée à l'UNICEF dans un délai de trente jours suivant la vérification des comptes. Cette vérification doit s'effectuer le plus tôt possible après la clôture de l'exercice financier. En outre, celui-ci fournit à l'UNICEF un exemplaire de ses projets de budget annuel et de ses prévisions de campagnes.

10. L'UNICEF et le Comité conviennent que tout programme de promotion dans le pays concerné, que l'initiative provienne de l'UNICEF ou du Comité, fera l'objet d'une consultation mutuelle régulière. Tout lancement d'une action de promotion nouvelle, d'une importance certaine et de portée nationale, faisant en particulier appel à des représentants de l'UNICEF ou à la participation de pays tiers, sera précédé d'une consultation suffisante.

Les appels de fonds auprès des particuliers peuvent représenter un élément important de l'activité du Co-

mité. Les frais de gestion de ces campagnes doivent se situer dans des limites raisonnables, afin de démontrer au public que les sommes versées servent au maximum à faire progresser l'oeuvre de l'UNICEF.

11. L'UNICEF autorise le Comité à utiliser le sigle «UNICEF» comme partie intégrante de son nom. Dans l'intérêt commun, l'UNICEF et le Comité conviennent que ce dernier doit faire ressortir clairement, dans ses activités publiques et relations juridiques, la distinction qui existe entre son identité propre, c'est-à-dire une organisation nationale apportant son soutien aux objectifs de l'UNICEF, et celle de l'UNICEF, qui est une organisation inter-gouvernementale. Le Comité s'engage à utiliser son nom en entier dans toutes ses activités, notamment pour les déclarations publiques, les publications, le papier à en-tête, la correspondance, les actes authentiques, etc. Lorsque les intérêts de l'UNICEF sont menacés par un tiers, le Comité doit, sauf accord contraire, prendre les mesures nécessaires dans son pays pour protéger le nom de l'UNICEF et informer immédiatement le Directeur général des mesures prises. Aucune action en justice ne peut être intentée sans l'autorisation du Directeur général.

12. Le présent accord n'empêche en aucune manière le Comité de poursuivre des activités coutumières contre lesquelles le Directeur général n'a élevé d'objection.

13. Cet accord peut être amendé par consentement mutuel écrit ou résilié par l'une des parties contractantes avec un préavis de six mois. Si une situation particulière nécessite une intervention immédiate dans l'intérêt de l'UNICEF, le Directeur général peut suspendre l'accréditation d'un Comité après le lui avoir notifié. Dans les trois mois suivant la notification de suspension, le Comité peut entreprendre un recours pour restitution de l'accréditation devant une commission de révision spéciale désignée par le Président du Conseil d'administration et composée d'au moins trois délégués du Conseil; il a, en outre, le droit de soumettre des propositions orales et/ou écrites à cette commission.

14. En cas d'expiration du présent accord d'accréditation, il est rendu compte de la totalité des fonds réunis pour l'UNICEF et le montant dû est transféré à l'UNICEF ainsi que tout matériel dont conviennent le Comité et l'UNICEF. En cas de dissolution du Comité, tout avoir ou bien du Comité subsistant après règlement, ou provision pour règlement, des frais de liquidation du Comité, dettes et masse passive, est également, sous réserve de la législation nationale, transféré à l'UNICEF.

15. L'UNICEF et le Comité définissent, dans un ou plusieurs accords complémentaires, les autres points d'entente, déterminant inter alia la part que retiennent le Comité et la part qui revient à l'UNICEF, sur les recettes provenant des appels de fonds, des contributions, des dons et des legs, ainsi que du produit de la vente de cartes de vœux et autres articles et fixent les dates de ces transferts.

Pour le Comité notional hellénique
pour l'UNICEF
MICHAEL PROTOPAPADAKIS
Président

Signé à Athènes Le 1 Juin 1978

Pour le Fonds des Nations
Unies pour l'Enfance
HENRY R. LABOUISSÉ
Directeur général

Signé à Le 26 Juin 1978

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΑΝΑΓΝΩΡΙΣΕΩΣ

Διακήρυξη 'Αρχής.

1. Μία 'Εθνική 'Επιτροπή για την UNICEF είναι ένας κρατικός ή ιδιωτικός οργανισμός συστημένος για να αναλάβει και άσκει σε μια δεδομένη χώρα δραστηριότητα σε υποστήριξη του έργου του Ταμείου των 'Ηνωμένων 'Εθνών για το Παιδί (UNICEF).

Οι 'Εθνικές 'Επιτροπές επιδιώκουν βασικά τους ίδιους σκοπούς:

α) Να προκαλούν το ενδιαφέρον του κοινού για την UNICEF και τα προγράμματά της, και να εξασφαλίζουν την υποστήριξή του.

β) Να παίρνουν το μέρος του παιδιού στηριζόμενες σε εκπαιδευτική δραστηριότητα, και τουτο, με σκοπό να γίνη αποδεκτόν ότι η δραστηριότητα υπέρ του παιδιού άποτελεί στοιχείο της οικονομικής και κοινωνικής ανάπτυξεως.

γ) Να διοχετεύουν πληροφορίες για τις δραστηριότητες σε παγκόσμια κλίμακα της UNICEF, που ανταποκρίνονται στις ανάγκες των παιδιών στις αναπτυσσόμενες χώρες.

δ) Να ενθαρρύνουν την κυβέρνησή τους να καταβάλλουν εισφορές και, ένδεχομένως, να οργανώνουν εκκλήσεις διά συλλογή χρημάτων από ιδιώτες.

2. Τα μέλη των εθνικών επιτροπών οφείλουν να είναι σε μεγάλο βαθμό αντιπροσωπευτικά του πληθυσμού, και να υποστηρίζουν τον σκοπόν της UNICEF.

3. Το όργανο διοικήσεως της UNICEF είναι, βάσει της ληφθείσης απόφασεως υπό της Γενικής Συνελεύσεως, το Διοικητικό Συμβούλιο. Ο Γενικός Διευθυντής είναι έπιφορτισμένος με τη διοίκηση δέ της UNICEF.

Οι επιτροπές που απολαμβάνουν το καθεστώς συνεργασίας με τη UNICEF, δικαιούνται να παρευρίσκονται στις συνεδριάσεις του Διοικητικού Συμβουλίου, ως παρατηρητές. Οι εκπρόσωποι των επιτροπών μπορούν να υποβάλλουν στο Συμβούλιο άπολογισμό πάνω σε θέματα άφορώντα τις δραστηριότητές τους. Μπορούν επίσης να παίρνουν το λόγο στο Συμβούλιο, με την έγκριση του Προέδρου του.

4. Μία εθνική επιτροπή μπορεί να διαπραγματευθεί συμφωνία άναγνώρισεως, έφ' όσον πληροί τα έξής κριτήρια:

α) Βρίσκεται σε χώρα μέλος του 'Οργανισμού 'Ηνωμένων 'Εθνών ή ένός των ειδικευμένων οργανισμών των 'Ηνωμένων 'Εθνών.

β) Συμμορφώνεται με την εθνική νομοθεσία και η Κυβέρνησή της την άναγνωρίζει ή δέν προβάλλει άντιρρήσεις στην ύπαρξή της.

Όροι της Συμφωνίας.

Ο Γενικός Διευθυντής και ο Πρόεδρος της 'Επιτροπής συμφωνούν τα έξής:

5. Η 'Ελληνική 'Επιτροπή για την UNICEF άναγνωρίζεται ως εθνική επιτροπή, και άναλαμβάνει την υποχρέωση να άσκει τη δραστηριότητά της σε άρμονία με την πολιτική της UNICEF, όπως την καθορίζει το Διοικητικό Συμβούλιο και την εφαρμόζει ο Γενικός Διευθυντής. Η 'Επιτροπή άναλαμβάνει την υποχρέωση να υποβάλλει τα καταστατικά της και τις τροποποιήσεις τους στο Γενικό Διευθυντή.

6. Η UNICEF και η 'Επιτροπή συμφωνούν ότι μία πλήρης και έλεύθερα άποδεκτή άνταλλαγή πληροφοριών άποτελεί το βασικό και άπαραίτητο στοιχείο μίας στενής συνεργασίας.

α) Η UNICEF από μέρους της δηλώνει ότι είναι έτοιμη:

I. Να παρέχει στον κατάλληλο εύθετο χρόνο όλα τα άναγκαία στοιχεία για τα προγράμματά της και τα πιο σημαντικά έπιτεύγματά της.

II. Να διασαφηνίζει την δημοσιονομική της κατάσταση.

III. Να έπεξηγεί την πολιτική της.

IV. Να πληροφορεί την 'Επιτροπή για την κατάσταση των σχέσεων της επί εθνικού έπιπέδου με την κυβέρνηση της Χώρας της 'Επιτροπής.

V. Να θέτει στη διάθεση της 'Επιτροπής τις πληροφορίες και τις κατευθυντήριες γραμμές που θά της έπιτρέπουν να πετυχαίνει τους σκοπούς της.

VI. Να διευκολύνει ένδεχομένως τις άνταλλαγές άπόψεων σε έπαγγελματικά και τεχνικά θέματα, όπως και τον προσανατολισμό ή την εκπαίδευση του προσωπικού της 'Επιτροπής.

β) Η 'Επιτροπή άναλαμβάνει την υποχρέωση να υποβάλλει έκθεση διά τις δραστηριότητές της και την κατάσταση των οικονομικών της τουλάχιστον μία φορά το χρόνο. Η 'Επιτροπή και η UNICEF έχουν συμφωνήσει εκ των προτέρων για τη μορφή αυτής της έκθέσεως.

7. Η 'Επιτροπή οφείλει να άνταπεξέρχεται στις άνάγκες της προσφεύγουσα σε όποιαδήποτε από τις παρακάτω πηγές έσόδων:

α) κρατικές έπιχορηγήσεις ή/και δωρεές από μη κρατικές πηγές,

β) συμφωνημένο έκατοστιαίο ποσοστό άφαιρούμενο από τα κεφάλαια που προέρχονται από αϋθόρμητες ή μετά από εκκλήση δωρεές, και από κληροδοτήματα υπέρ της UNICEF,

γ) συμφωνημένο έκατοστιαίο ποσοστό άφαιρούμενο από τις εισπράξεις πωλήσεων εύχετηρίων καρτών και άλλων ειδών, όταν η 'Επιτροπή θά άναλαμβάνει τέτοιες δραστηριότητες.

8. Η 'Επιτροπή και η UNICEF συμφωνούν ότι η 'Επιτροπή μπορεί να επιδιώκει και να άποδέχεται δωρεές, κληροδοτήματα και άλλα περιουσιακά στοιχεία υπέρ της UNICEF, γνωστοποιώντας την λήψιν τους. Η 'Επιτροπή μπορεί επίσης, με την έπιφύλαξη όμως χωριστής συμφωνίας, να ένεργεί ως πληρεξούσιος έντολοδόχος για την έμπορική εκμετάλλευση, τη διανομή και την πώληση προϊόντων όπως είναι οι εύχετήριες κάρτες και τα ήμερολόγια, που θά θέτει, στη διάθεσή της ή 'Υπηρεσία Εύχετηρίων Καρτών της UNICEF. Με την έπιφύλαξη του έδαφίου 12 που άκολουθεί, η UNICEF και η 'Επιτροπή συμφωνούν να μη πωλούν άλλα προϊόντα στη χώρα, ούτε να συνδέουν το όνομα της UNICEF ή της 'Εθνικής 'Επιτροπής με άλλα είδη, ύπηρεσίες ή πωλήσεις, έντός όσων προορίζονται για σκοπούς εκπαιδευτικούς, χωρίς την προηγούμενη συνεννόηση των δύο μερών.

9. Η 'Επιτροπή οφείλει να τηρεί λογιστική κατάσταση για όλες τις εισπράξεις της και τις δαπάνες της.

Η κατάσταση θά πρέπει να υποβάλλεται κάθε χρόνο σε έλεγχο από όργανο λογιστή, και να τίθεται υπ' όψιν της UNICEF μέσα σε τριάντα μέρες από τον έλεγχο της. Ο έλεγχος αυτός πρέπει να γίνεται το ταχύτερο δυνατό μετά τη λήψη της οικονομικής χρήσεως. Έπιπρόσθετα να υποβάλλει στη UNICEF αντίγραφο του σχεδίου του έτησιου προϋπολογισμού της όπως και των σχεδιαζομένων δραστηριοτήτων της.

10. Η UNICEF και η 'Επιτροπή συμφωνούν ότι κάθε πρόγραμμα προώθησεως στην ενδιαφερόμενη χώρα, άνεξάρτητα άν η πρωτοβουλία είναι της UNICEF ή της 'Επιτροπής, θά άποτελεί το άντικείμενο τακτικής άμοιβαίας άνταλλαγής γνώμων και άπόψεων. Κάθε έναρξη νέας δραστηριότητας προώθησεως μίας άνεγνωρισμένης σπουδαιότητας και με εθνική άπήχηση, που θά κάνει ειδικά εκκλήση στους εκπροσώπους της UNICEF ή στη συμμετοχή τρίτων κρατών, θά γίνεται άφου προηγείται επαρκής άνταλλαγή γνώμων και άπόψεων.

Αι εκκλήσεις για συλλογή χρημάτων από ιδιώτες μπορούν να άποτελέσουν σημαντικό τμήμα των δραστηριοτήτων της 'Επιτροπής. Τα έξοδα διαχειρίσεως αυτών των προσπάθειών πρέπει να περιλαμβάνονται έντός λογικών όρίων, ώστε να άποδεικνύεται εις το κοινό ότι τα διατιθέμενα ποσά έξυτηρετούν εις το άνώτατον δυνατόν όριον την πρόδοον του έργου της UNICEF.

11. Η UNICEF έξουσιοδοτεί την 'Επιτροπή να χρησιμοποιεί το σήμα «UNICEF» ως άναπόσπαστο τμήμα της έπωνυμίας της. Προς το κοινόν συμφέρον, η UNICEF και

ή 'Επιτροπή συμφωνούν 'Ετι ή 'Εθνική 'Επιτροπή θα πρέπει να διασαφίζει επαρκώς, στις δημόσιες δραστηριότητες και στις νομικές σχέσεις, τη διάκριση που υπάρχει ανάμεσα στην ίδια της την ταυτότητα, ενός δηλαδή εθνικού οργανισμού, που υποστηρίζει τους σκοπούς της UNICEF, και της ταυτότητας της UNICEF, που είναι διακρατικός οργανισμός. 'Η 'Επιτροπή αναλαμβάνει την υποχρέωση να χρησιμοποιεί ολόκληρη την επωνυμία της σε όλες τις δραστηριότητες, ιδίως για τις δημόσιες ανακοινώσεις, τις δημοσιεύσεις, την επικεφαλίδα του χαρτιού αλληλογραφίας, την αλληλογραφία, τα με νομικό κύρος έγγραφα, κ.λπ. 'Όποτε τρίτος απειλεί τα συμφέροντα της UNICEF, ή 'Επιτροπή οφείλει, εφ' όσον δεν έχει γίνει αντίθετη συμφωνία, να παίρνει όσα μέτρα είναι αναγκαία στη χώρα της για την προστασία του ονόματος της UNICEF, και να ειδοποιεί άμεσα τα Γενικά Διευθυντή για τα λαμβανόμενα μέτρα. Καμιά δικαστική ενέργεια δε μπορεί να εγερθεί χωρίς την εξουσιοδότηση του Γενικού Διευθυντή.

12. 'Η παρούσα συμφωνία δεν εμποδίζει, με κανένα τρόπο, την 'Επιτροπή να ασκεί τη συνήθη δραστηριότητά της για την οποία ο Γενικός Διευθυντής δεν έχει εγείρει αντίρρηση.

13. 'Η Συμφωνία αυτή μπορεί να τροποποιηθεί με την κοινή και έγγραφη συναίνεση, ή να καταγγελθεί από το ένα συμβαλλόμενο μέρος, με εξαμηνια προειδοποίηση. 'Εάν μία ιδιαίτερη κατάσταση απαιτεί άμεση παρέμβαση προς το συμφέρον της UNICEF, ο Γενικός Διευθυντής μπορεί να αναστείλει την αναγνώριση της 'Επιτροπής, αφού της γνωστοποιήσει την αναστολή αυτή. Μέσα σε ένα τρίμηνο από τη γνωστοποίηση της αναστολής, ή 'Επιτροπή μπορεί να προσφύγει, για την επανάλυση της αναγνώρισής της, σε μία ειδική επιτροπή άναθεώρησης, διοριζόμενη από τον Πρόεδρο του Διοικητικού Συμβουλίου και άπαρτιζόμενη από τρεις τουλάχιστον εντολοδόχους του Συμβουλίου. 'Εχει, εξ άλλου, το δικαίωμα να υποβάλει προφορικές ή/και γραπτές προτάσεις στην επιτροπή αυτή.

14. Σε περίπτωση έκπνοης της παρούσας συμφωνίας αναγνώρισης, αποδίδεται λογαριασμός για το σύνολο των κεφαλαίων που συγκεντρώθηκαν για την UNICEF, και το οφειλόμενο ποσό μεταφέρεται στη UNICEF, όπως και όλο το ύλικό που θα έχουν συμφωνήσει ή 'Επιτροπή και η UNICEF. Σε περίπτωση διαλύσεως της 'Επιτροπής, κάθε άπαίτηση ή περιουσιακό στοιχείο της 'Επιτροπής, που θα απομείνει μετά τον κλονισμό, ή την πρόβλεψη για κανονισμό των εξόδων έκκαθαρίσεως της 'Επιτροπής, των χρεών και του παθητικού, μεταβιβάζεται και αυτό στην UNICEF, με την επιφύλαξη της εθνικής νομοθεσίας.

15. 'Η UNICEF και η 'Επιτροπή προσδιορίζουν, σε μία ή περισσότερες συμπληρωματικές συμφωνίες, τα λοιπά σημεία της γενικής συμφωνίας των, προσδιορίζοντας, μεταξύ άλλων, το ποσοστό που παρακρατεί η 'Επιτροπή, και το ποσοστό που περιέρχεται στην UNICEF, από τις εισπράξεις που προέρχονται από εκκλήσεις συλλογών χρημάτων, από συνεισφορές, από δωρεές και κληροδοτήματα καθώς και από το προϊόν πωλήσεως εύχρηστων καρτών και άλλων ειδών, και προβλέπουν το χρόνο μεταβιβάσεως των χρηματικών αυτών ποσών.

Για την 'Ελληνική 'Εθνική 'Επιτροπή
για την UNICEF

(υπογραφή)

ΜΙΧΑΗΛ ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ

Πρόεδρος

Αθήνα, 1η Ιουνίου 1978

Για το Ταμείο των 'Ηνωμένων 'Εθνών για το Παιδί

(υπογραφή)

HENRY R. LABOUISSIE

Γενικός Διευθυντής

26 Ιουνίου 1978

Άριθ. Φ. 0544/2875

Περί έγκρίσεως του εἰς Θεσσαλονίκην τὴν 21ην Μαΐου 1979 ὑπογραφέντος Πρωτοκόλλου τῆς Εἰκοστῆς Τακτικῆς Συνόδου τῆς Μονίμου Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Μεθοριακῆς Ἐπιτροπῆς.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΚΑΙ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ

Ἐχοντας ὑπόψη :

1. Τὸ ἄρθρον 4 τῆς εἰς Θεσσαλονίκην τὴν 17 Δεκεμβρίου 1958 ὑπογραφείσης Συμφωνίας, μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπονδίας Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας περὶ προστασίας, συντηρήσεως καὶ ἀνανεώσεως τῶν ὁροσῆμων χερσαίων καὶ πλωτῶν ἐπὶ τῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Μεθορίου καὶ περὶ προλήψεως, παρεμποδίσεως, τρόπου ἐξετάσεως καὶ ἐπιλύσεως τῶν μεθοριακῶν ἐπεισοδίων κυρωθείσης δι' Ὑπουργικῆς Ἀποφάσεως, δημοσιευθείσης εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 117/1959 Φύλλον τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως τεύχος Α'.

2. Τὸ περιεχόμενον τοῦ ὑπὸ ἔγκρισιν Πρωτοκόλλου, ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν ὡς ἔχει καὶ εἰς τὸ σύνολόν του τὸ εἰς Θεσσαλονίκην τὴν 21ην Μαΐου 1979 ὑπογραφέν Πρωτόκολλον τῆς Εἰκοστῆς Τακτικῆς Συνόδου τῆς Μονίμου Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Μεθοριακῆς Ἐπιτροπῆς, συσταθείσης συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 4 τῆς ἀνωτέρω Συμφωνίας πρὸς ἐπίλυσιν ὄλων τῶν ζητημάτων τῶν ἀφορώντων εἰς τὴν προστασίαν, συντήρησιν καὶ ἀνανέωσιν τῶν ὁροσῆμων, τὴν πρόληψιν, παρεμπόδισιν, ἐξέτασιν καὶ διευθέτησιν τῶν μεθοριακῶν ἐπεισοδίων, τοῦ ὁποίου τὸ καίμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν ἔχει ὡς ἀκολουθῶς :

Ἀθῆναι, 11 Ἰουλίου 1979.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΛΛΗΣ

ΣΥΛΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΞΙΤΣΑΣ

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Τῆς Εἰκοστῆς Τακτικῆς Συνόδου τῆς Μονίμου Μικτῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθοριακῆς Ἐπιτροπῆς.

Κατὰ τὸν χρόνον ἀπὸ 15ης ἕως 21ης Μαΐου 1979 ἔλαβε χώραν ἐν Θεσσαλονίκῃ ἡ Εἰκοστή Τακτικὴ Σύνοδος τῆς Μονίμου Μικτῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθοριακῆς Ἐπιτροπῆς, τῆς συσταθείσης δυνάμει τοῦ ἄρθρου 4 τῆς ἀπὸ 17ης Δεκεμβρίου 1958 Συμφωνίας μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπονδίας Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, περὶ προστασίας συντηρήσεως καὶ ἀνανεώσεως τῶν ὁροσῆμων (Χερσαίων καὶ Πλωτῶν), ἐπὶ τῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθορίου καὶ περὶ προλήψεως, παρεμποδίσεως, τρόπου ἐξετάσεως καὶ ἐπιλύσεως τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων.

Εἰς τὴν Σύνοδον ταύτην μετέσχον :

Ἀπὸ Ἑλληνικῆς πλευρᾶς :

Ταξίαρχος Πενθερουδάκης Ἐπαμεινώνδας, ὡς Πρόεδρος. Συνταγματάρχης Ξηρὸς Ἀριστείδης, ὡς Ἀναπληρωτῆς Προέδρου καὶ Μέλους.

Ἀντισυνταγματάρχης Γκαμακέτσος Λάμπρος, ὡς Μέλος καὶ Γραμματεὺς.

Ἀντισυνταγματάρχης Ἀλεξόπουλος Ἀναστάσιος, ὡς Μέλος.

Γενικ. Πρόξ. Σκοπίων Νικολάδης Ἀντώνιος, ὡς Ἐμπειρογνώμων.

Ταγματάρχης Σταματογιάννης Κων/νος, ὡς Ἐμπειρογνώμων.

Ταγματάρχης Μαυρομάτης Ἰωάννης, ὡς Διερμηνεὺς.

Ἀπὸ Γιουγκοσλαβικῆς πλευρᾶς :

ΚΟΣΤΑΝΩΒ ΚΙΡΙΛΟ, ὡς Πρόεδρος.
 Συνταγματάρχης ΜΑΡΙΓΙΑΝΑΤΣ ΜΠΟΓΚΟΛΙΟΥΜΠ,
 ὡς Ἀναπληρωτὴς Πρόεδρος καὶ Μέλος.
 Συνταγματάρχης ΜΙΛΑΝΤΙΝΟΒΣΚΙ ΜΙΛΑΝΤΙΝ, ὡς
 Μέλος.
 ΜΙΤΕΒΣΚΥ ΑΓΓΕΛ, ὡς Μέλος.
 Συνταγματάρχης δρ. Μηχανικὸς ΓΚΡΑΣΙΤΣ ΜΙΤΙΑ, ὡς
 Ἐμπειρογνώμων.
 ΓΙΟΒΟΒΙΤΣ ΜΙΛΟΣΑΒ, ὡς Ἐμπειρο-
 γνώμων.
 ΝΤΑΡΚΟΒΣΚΙ ΒΛΑΝΤΙΜΙΡ, ὡς
 Ἐμπειρογνώμων.
 ΜΑΪΣΤΟΡΟΒΙΤΣ ΜΙΛΑΝ, ὡς Γραμ-
 ματεὺς.
 ΠΑΟΥΝΟΒΣΚΙ ΜΠΟΣΚΟ, ὡς Διερ-
 μηνεὺς.

Ἡ Μόνιμος Μικτὴ Μεθοριακὴ Ἐπιτροπὴ (περαιτέρω
 ἐν τῷ κειμένῳ ἀναφερομένη ἀπλῶς Ἐπιτροπὴ) καθώρισε
 διὰ τὴν παροῦσαν Σύνοδον τὴν κάτωθι :

ΗΜΕΡΗΣΙΑΝ ΔΙΑΤΑΞΙΝ

1. Ἀμοιβαία ἐνημέρωσις τῶν Ἀντιπροσωπειῶν περὶ τῆς
 ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας καὶ τῶν ἀποφάσεων τῶν Ἀντι-
 προσωπειῶν τῆς XIX Τακτικῆς Συνόδου.

2. Γεωδαιτικαὶ μετρήσεις ἐπὶ τῶν Ἑλληνο-Γιουγκοσλα-
 βικῶν συνόρων διὰ τὸν Γεωδαιτικὸν προσδιορισμὸν τῶν
 μεθοριακῶν ὁροσῶν καὶ τὴν ἐκπόνησιν νέων μεθοριακῶν
 ἀποδεικτικῶν στοιχείων (ντοκουμέντων) :

α) Ἐξέτασις καὶ ἐπικύρωσις τῶν πρωτοκόλλων τῶν
 συναντήσεων τῶν Μικτῶν Τεχνικῶν Ὁμάδων.

β) Λήψις ἀποφάσεων ἐν σχέσει μὲ τὰς ἐργασίας αἱ
 ὁποῖαι θὰ λάβουν χώραν διὰ τὸν γεωδαιτικὸν προσδιορισμὸν
 τῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθορίου.

3. Ἐξέτασις τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων, τὰ ὁποῖα
 ἔλαβον χώραν κατὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Μαΐου 1978
 ἕως 30ης Ἀπριλίου 1979.

4. Ἐξέτασις τοῦ ἔργου τῶν Μικτῶν Ἐπιτροπῶν Μεθο-
 ριακῶν Τομέων κατὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Μαΐου 1978
 ἕως 30ης Ἀπριλίου 1979.

5. Ἐξέτασις καὶ λήψις ἀποφάσεων ἐπὶ τῶν ὑπολειπο-
 μένων ἐργασιῶν τῶν προκυπτουσῶν ἐκ τῶν Πρωτοκόλλων
 τῆς XVIII Τακτικῆς Συνόδου, ἥτοι :

α) Ἀρίθμησης δύο (2) βοηθητικῶν Πυραμίδων μεταξὺ
 τῶν Πυραμίδων 52/IV-53.

β) Ἐγκαθάρσις τῆς Μεθοριακῆς Ζώνης καὶ πύκνωσις
 τῶν Μεθοριακῶν Ὁροσῶν, μεταξὺ τῶν Πυραμίδων
 24/IV καὶ 24/VII.

γ) Τοποθέτησις τοῦ πλωτοῦ Τριεθνοῦς Μεθοριακοῦ Ὁρο-
 σήμου εἰς λίμνην τῆς Μεγάλης Πρέσπας.

δ) Καταστροφὴ Πολυβολείων ἐγγὺς τῶν Μεθοριακῶν
 Πυραμίδων 61/A, 69, 83 καὶ 85 τὰ ὁποῖα ἔχουν ἀνεγερθῇ
 ἀπὸ ἐχθρικὰς δυνάμεις ἀπὸ τὴν περίοδον τοῦ Α' Παγκο-
 σμίου Πολέμου.

6. Ἐξέτασις καὶ λήψις ἀποφάσεως περὶ τῆς ἀνὰ μῆνα,
 ἀντὶ διμηνον, ἀντικαταστάσεως τοῦ συσσωρευτοῦ (μπατα-
 ρίας) τοῦ φωτιστικοῦ φάρου παρὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 177 Μεθο-
 ριακὴν Πυραμίδα (Μάρκοβα Νόγια) κατὰ τὴν χειμερινὴν
 περίοδον ἀπὸ 1ης Νοεμβρίου μέχρι 31ης Μαρτίου.

7. Ἐξέτασις τῆς λειτουργικότητος τῆς Συμφωνίας.

8. Ἐξέτασις καὶ λήψις ἀποφάσεως περὶ τοῦ καθορισμοῦ
 ἢ μὴ, ὡς Μεθοριακοῦ Ἐπεισοδίου, τῆς διελύσεως τῆς
 Μεθορίου ὑπὸ ἀτόμων διανοητικῶς ἀναπτήρων (οὐχὶ ἐκ
 προθέσεως).

9. Καθορισμὸς τοῦ τόπου καὶ ἡμερομηνίας συγκλήσεως
 τῆς ἐπομένης Συνόδου τῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω θεμάτων τῆς ἡμερησίας διατάξεως
 ἡ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσε καὶ ἀπεφάσισε τὰ κάτωθι :

ΕΠΙ ΤΟΥ ΠΡΩΤΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

Οἱ Πρόεδροι ἀμφοτέρων τῶν Ἀντιπροσωπειῶν ἐνημερώ-
 θησαν πλήρως καὶ ἀμοιβαίως περὶ τῶν ληφθέντων μέτρων
 κατὰ τὴν περίοδον μεταξὺ τῶν δύο Συνόδων, ἐπὶ τῆς ἐφαρ-
 μογῆς τῆς Συμφωνίας καὶ τῶν ἠφθεισῶν ἀποφάσεων κατὰ
 τὴν XIX Τακτικὴν Σύνοδον, πρὸ τὸν σκοπὸν τῆς προλήψεως,
 παρεμποδίσεως καὶ ἀποτελεσματικῆς ἐπιλύσεως τῶν Μεθο-
 ριακῶν Ἐπεισοδίων καὶ τῆς περαιτέρω βελτιώσεως τῆς
 καταστάσεως ἐπὶ τῆς Μεθορίου.

Ἀμφοτέραι αἱ πλευραὶ διεπίστωσαν ὅτι τὰ ληφθέντα
 μέτρα συνέβαλον ἐπὶ τῆς ἐν γένει καταστάσεως ἐπὶ τῆς
 Μεθορίου ὥστε νὰ εἶναι αὕτη λίαν καλή.

Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ ἐγνωστοποίησεν ὅτι διὰ
 μέσου τῶν ἀρμοδίων ὀργάνων ἐξεπλήρωσε τὴν καταβολὴν
 τῶν 8.000 δραχμῶν, ὡς ἀποζημιῶσιν προκληθείσης ζημίας
 εἰς τὸν Τομέα 1 διὰ τῆς εἰσόδου κτηνῶν ἐκ τοῦ Γιουγκο-
 σλαβικοῦ εἰς τὸ Ἑλληνικὸν ἔδαφος.

Ἐπὶ τῇ βάσει τῆς γενομένης ἐνημερώσεως ἡ Ἐπιτροπὴ
 διεπίστωσεν ὅτι ὅλαι αἱ ἀποφάσεις τῆς XIX Συνόδου
 ἔχουν ἐφαρμοσθῇ.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΔΕΥΤΕΡΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξήτασε καὶ ἐπεκύρωσε τὰ Πρωτόκολλα
 τῶν συναντήσεων τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ὁμάδος, τὰ ὁποῖα
 συνετάγησαν ἐν Σκοπίοις τὴν 19ην Νοεμβρίου 1978 καὶ
 ἐν Θεσσαλονίκῃ τὴν 12ην Μαρτίου 1979, ἐπὶ τῇ βάσει τῶν
 ἀποφάσεων τοῦ δευτέρου θέματος τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς
 Ἡμερησίας Διατάξεως τῆς XIX Τακτικῆς Συνόδου τῆς
 Ἐπιτροπῆς.

Τὰ ἀνωτέρω Πρωτόκολλα τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ὁμάδος
 ἀποτελοῦν τὰ ὑπ' ἀριθ. «Α» καὶ «Β» Παραρτήματα τοῦ
 παρόντος Πρωτοκόλλου.

Σχετικῶς μὲ τὰ θέματα τὰ ὁποῖα δὲν ἐπελύθησαν κατὰ
 τὰς συναντήσεις τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ὁμάδος ἡ Ἐπιτροπὴ
 ἀπεφάσισεν :

α) Ἐπὶ τῆς ἀεροφωτογραφήσεως :

(1) Κατὰ τὴν λήψιν τῶν ἀεροφωτογραφιῶν ἐπὶ τοῦ
 ἀεροσκάφους θὰ ὑπάρχουν παρατηρηταὶ ἀμφοτέρων τῶν
 μερῶν.

(2) Κατὰ τὰς πτήσεις πρὸς λήψιν τῶν ἀεροφωτογραφιῶν,
 ἐντὸς τοῦ ἀεροσκάφους θὰ ὑπάρχῃ μόνον μία φωτομηχανὴ
 λήψεως, οἱ παρατηρηταὶ δὲ ἀμφοτέρων τῶν μερῶν θὰ
 ἐλέγχουν τοῦτο πρὸ ἐκάστης πτήσεως.

(3) Μετὰ τὴν ἀεροφωτογράφησιν καὶ τὴν προσγείωσιν
 τοῦ ἀεροσκάφους, οἱ ἀντιπρόσωποι ἀμφοτέρων τῶν πλευρῶν
 ἀμέσως θὰ παραλαμβάνουν τὰ φιλμς καὶ θὰ τὰ μεταφέρουν
 εἰς ἐμφανιστήριον εἰς Σκόπια καὶ εἰς Θεσσαλονίκην πρὸς
 ἐπεξεργασίαν.

(4) Μετὰ τὴν ἐμφάνισιν τῶν φιλμς αἱ δύο πλευραὶ
 θὰ προβοῦν εἰς τὴν ἀπόσβεσιν διὰ καλύψεως δι' εἰδικῆς
 μελάνης, τῆς ἐκτὸς τῆς πρὸς χαρτογράφησιν ζώνης περιοχῆς
 τῶν φιλμς, θὰ ἀφήνουν δὲ ἐντὸς τῆς πρὸς ἀπόσβεσιν ζώνης
 μικρὰς κυκλικὰς περιοχὰς διαμέτρου 3 ἑκατοστῶν ἀπάραι-
 τήτους διὰ τὸν προσδιορισμὸν τῶν σημείων προσαρμολογῆς
 τῶν ἀεροφωτογραφιῶν.

β) Τὸ σημεῖον ἐπὶ τοῦ ὁποίου θὰ ἐκτελεσθοῦν ἀστρονομικαὶ
 παρατηρήσεις, ἐπὶ τοῦ Δυτικοῦ Τμήματος τῶν συνόρων,
 θὰ εἶναι τὸ ὕψωμα «ΦΑΘΑΔΕΣ» τὸ ὁποῖον εὐρίσκεται
 ἐπὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἔχουσα ὑπ' ὄψιν τῆς τὴν πρότασιν
 τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ὁμάδος (παράγραφος 2Α (7) τοῦ
 Πρωτοκόλλου τῆς 19ης Νοεμβρίου 1978 ἐν Σκοπίοις),
 ὡς καὶ τὸν ὄγκον τῶν ἐργασιῶν, αἱ ὁποῖαι πρέπει νὰ ἐκτε-
 λεσθοῦν διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν σημείων τῆς γεωγραφικῆς
 ὁδεύσεως 7ης τάξεως, τοῦ βασικοῦ γεωδαιτικοῦ δικτύου
 ἐπὶ σημείων κατὰ μῆκος τῆς Μεθορίου γραμμῆς, συγκροτεῖ
 Μικτὴν Τεχνικὴν Ὁμάδα διὰ τὴν ὁποῖαν ἐκάστη πλευρὰ
 θὰ καθορίσῃ :

“Εναν ειδικόν Γεωδαίτην

“Ενα Διεργμηνέα και

Τὸν ἀναγκαῖον ἀριθμὸν στρατιωτῶν μετὰ τῶν ἀπαραίτητων ὀχημάτων και μέσων.

Ἡ Μικτὴ Τεχνικὴ Ὀμάς θὰ πραγματοποιήσῃ τὴν πρώτην τῆς συνάντησιν τὴν 7ην Αὐγούστου 1979 καὶ ὥραν Ἑλλάδος 10.00 (08.00 ὥρα Γιουγκοσλαβίας) εἰς τὴν ὑπ’ ἀρ. 177 Μεθοριακὴν Πυραμίδα, ἀπὸ ὅπου και θὰ ἀρχίσῃ τὰς ἐργασίας τῆς. Αἱ ἐργασίαι θὰ περατωθοῦν τὸ δυνατὸν ἐντὸς μηνός, ὅποτε και θὰ συνταχθῇ ὑπὸ τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ἐπιτροπῆς Πρωτόκολλον ἐπὶ τῆς ἐργασίας τῆς, τὸ ὁποῖον θὰ θέσῃ ὑπ’ ὄψιν τῆς Ἐπιτροπῆς πρὸς ἐπικύρωσιν κατὰ τὴν XXI Τακτικὴν αὐτῆς Σύνοδον.

3. Ἡ Μικτὴ Τεχνικὴ Ὀμάς, θὰ προβῇ εἰς τὴν σύνταξιν σχεδίου Τεχνικῶν Ὁδηγιῶν, περὶ τῆς ἐκτελέσεως τοῦ γεωδαιτικοῦ προσδιορισμοῦ και περὶ τῆς συντάξεως νέων ἀποδεικτικῶν στοιχείων, περὶ τῆς Μεθορίου ὅπως ἀναφέρεται εἰς τὰ Πρωτόκολλα τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ὀμάδος. Τὰ ἀνωτέρω σχέδια ὀδηγιῶν θὰ ὑποβληθοῦν εἰς τὴν XXI Τακτικὴν Σύνοδον τῆς Ἐπιτροπῆς πρὸς ἐπικύρωσιν.

Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ θὰ προετοιμάσῃ τὸ μέρος τῶν ὀδηγιῶν, ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐγκατάστασιν και τὸν καθορισμὸν τοῦ βασικοῦ γεωδαιτικοῦ δικτύου, ἡ δὲ Ἑλληνικὴ πλευρὰ τὸ μέρος τῶν ὀδηγιῶν περὶ τῆς ἐπεξεργασίας τῶν γεωδαιτικῶν στοιχείων μετρήσεως εἰς τὸ ἐν λόγω δίκτυον. Τὸ μέρος τῶν ὀδηγιῶν περὶ τῆς προπαρασκευῆς και τοῦ γεωδαιτικοῦ προσδιορισμοῦ τῶν σημείων IIIης τάξεως και τῶν λοιπῶν σημείων τῆς Μεθοριακῆς γραμμῆς θὰ προετοιμάσῃ ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ, ἐνῷ τὸ μέρος τῶν ὀδηγιῶν περὶ τῆς αεροφωτογραφίσεως, φωτογραμμετρικῆς ἀποδόσεως και φωτοερμηνείας θὰ προετοιμάσῃ ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ. Τὸ μέρος τῶν ὀδηγιῶν περὶ τῆς χαρτογραφίσεως και τῆς ἐπεξεργασίας τῶν λοιπῶν ἀποδεικτικῶν στοιχείων περὶ τῆς μεθορίου θὰ προετοιμάσῃ ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ.

Τὰ κεῖμενα τῶν σχεδίων τῶν Τεχνικῶν ὀδηγιῶν θὰ περατῶσιν ἐκάστη πλευρὰ μέχρι τῆς 15ης Ἰανουαρίου 1980 και θὰ ἐπιδώσῃ ταῦτα εἰς τὴν ἐτέραν πλευράν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ὀριστικῆς συντάξεως τῶν Ὁδηγιῶν, ἡ Μικτὴ Τεχνικὴ Ὀμάς, ἀποτελουμένη ἐκ δύο (2) εἰδικῶν Γεωδαιτῶν και ἐνός (1) Διεργμηνέως θὰ συνέλθῃ εἰς δύο συναντήσεις.

Ἡ πρώτη συνάντησις θὰ λάβῃ χώραν ἀπὸ τῆς 5ης μέχρι τῆς 9ης Φεβρουαρίου 1980 εἰς Σκόπια, ἡ δὲ δευτέρα ἀπὸ τῆς 15ης μέχρι τῆς 19ης Ἀπριλίου 1980 εἰς Θεσσαλονίκην.

4. Αἱ ἐργασίαι τοποθετήσεως και προσδιορισμοῦ τοῦ βασικοῦ γεωδαιτικοῦ δικτύου θὰ ἀρχίσουν τὰ μέσα Ἰουνίου 1980 και θὰ περατωθοῦν μέχρι τῆς 30ης Ὀκτωβρίου 1980. Τὰς ἐργασίας θὰ ἐκτελέσουν τρεῖς (3) Μικταὶ Τεχνικαὶ Ὀμάδες, ἐξ ὧν ἡ μία (1) θὰ ἐκτελέσῃ τὰς ἀστρονομικὰς παρατηρήσεις, αἱ δὲ ἕτεραι δύο (2) θὰ ἐκτελέσουν τὰς μετρήσεις ἐπὶ τῶν γεωγραφικῶν ὁδεύσεων Iης και IIας τάξεως.

Εἰς τὰς Τεχνικὰς Ὀμάδας, αἱ ὁποῖαι θὰ ἐργάζονται ἐπὶ τῶν γεωγραφικῶν ὁδεύσεων, ἐκάστη πλευρὰ θὰ ὀρίσῃ ἀνὰ ἓνα (1) εἰδικὸν Γεωδαίτην, ἓνα (1) Διεργμηνέα και δέκα (10) στρατιώτας.

Εἰς τὴν Τεχνικὴν Ὀμάδα δι’ ἀστρονομικὰς παρατηρήσεις ἐκάστη πλευρὰ θὰ ὀρίσῃ ἓνα (1) εἰδικὸν Τεχνικόν, ἓνα (1) βοηθὸν (ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν), ἓνα (1) διεργμηνέα και ἀπὸ ἑπτὰ (7) στρατιώτας.

Ἐκάστη πλευρὰ θὰ ἐξασφαλίσῃ τὰ ἀπαραίτητα ὄργανα, ὀχήματα και λοιπὰ ὑλικά και μέσα διὰ τὴν ἐπιτυχῆ ἐκτέλεσιν τῶν ἐπὶ τῆς Μεθορίου ἐργασιῶν.

5. Αἱ ἐργασίαι τῆς προετοιμασίας και τοῦ γεωδαιτικοῦ προσδιορισμοῦ τῆς ὁροθετικῆς γραμμῆς δι’ ὁροσήμων IIIης τάξεως ὁδεύσεως και λοιπῶν Μεθοριακῶν σημείων θὰ ἀρχίσουν κατὰ τὸ ἔτος 1981.

6. Ὁ γεωδαιτικὸς προσδιορισμὸς τῆς ὁροθετικῆς γραμμῆς θὰ ἐκτελεσθῇ ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἰσχυόντων ἀποδεικτικῶν στοιχείων περὶ τῆς Μεθορίου.

7. Τὸ χρονοδιάγραμμα σχεδιάσεως τῶν ἐργασιῶν δι’ ἑκάστον ἐπόμενον ἔτος, θὰ καθορίζῃ ἡ Ἐπιτροπὴ κατὰ τὴν ἐκάστοτε Τακτικὴν Σύνοδόν τῆς.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΤΡΙΤΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

1. Ἐπὶ τῇ βάσει τῆς γενομένης ἀναλύσεως τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων, τὰ ὁποῖα ἔλαβον χώραν κατὰ τὴν ἐξεταζομένην περίοδον, ἡ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι :

α) Τὸ σύνολον σχεδὸν τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων ἐγένοντο ἐκ μέρους ἰδιωτῶν και εἶναι ἐλαφρᾶς μορφῆς και ἀνευ συνεπειῶν.

β) Ὁ ἀριθμὸς τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων, ἐν συγκρίσει μὲ τὸν τοιοῦτον τῆς προηγουμένης περιόδου, ἐσημείωσε μικρὰν ἄνοδον, ὀφειλομένην κυρίως εἰς μικροπαραινέσεις τῶν ἀνωτέρω ἰδιωτῶν (ποιμένων, κυνηγῶν, ἀλιέων κλπ.).

γ) Κατὰ τὴν περίοδον ταύτην ἐγένοντο δύο (2) παραβάσεις τοῦ ἐναερίου χώρου, μία ἐκ μέρους τῆς Ἑλληνικῆς πλευρᾶς και μία ἐκ μέρους τῆς Γιουγκοσλαβικῆς τοιαύτης. Αἱ δύο πλευραὶ θεωροῦν ὅτι αἱ ὡς ἄνω παραβάσεις δὲν ἦσαν ἐσκεμμένα.

δ) Ἀπαντὰ τὰ Ἐπεισόδια, τὰ ὁποῖα ἔλαβον χώραν κατὰ τὴν περίοδον ταύτην, ἐπελύθησαν ἐπιτυχῶς και ἐντὸς τοῦ πνεύματος τῆς Συμφωνίας και τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης.

2. Ἀμφότεραι αἱ Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅπως καταβάλλουν ἔτι μεγαλύτερας προσπάθειάς πρὸς τὸν σκοπὸν προλήψεως και μειώσεως τοῦ ἀριθμοῦ τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΤΕΤΑΡΤΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξήτασε τὸ ἔργον τῶν Μικτῶν Ἐπιτροπῶν Μεθοριακῶν Τομέων μετὰ τῶν δύο (2) Συνόδων και διεπίστωσεν ὅτι :

α) Αἱ Μικταὶ Ἐπιτροπαὶ Μεθοριακῶν Τομέων εἰργάσθησαν ἐπιτυχῶς ἐπὶ τῇ σκοπῇ προλήψεως, παρεμποδίσσεως και ἐπιλύσεως τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων ἐν πνεύματι ἀμοιβαίας κατανόσεως και ἐμπιστοσύνης.

β) Αἱ Μικταὶ Ἐπιτροπαὶ Μεθοριακῶν Τομέων κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἔργου των, ἐφήρμοσαν τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας, τοὺς κανόνες και τὰς ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐγνωστοποίησαν ἐγκαίρως και ἐπέλυσαν ἐπιτυχῶς τὸ σύνολον σχεδὸν τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων, γεγονόςς τὸ ὁποῖον συνέβαλεν εἰς τὴν βελτίωσιν τῆς καταστάσεως τῆς Μεθορίου.

2. Πρὸς τὸν σκοπὸν δημιουργίας ἔτι καλλιτέρας καταστάσεως ἐπὶ τῆς Μεθορίου και πλέον ἐπιτυχούς ἔργου εἰς τὴν πρόληψιν και παρεμπόδισιν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων, τυχάνει ἀναγκαῖον ὅπως αἱ Μικταὶ Ἐπιτροπαὶ Μεθοριακῶν Τομέων :

α) Ἐντείνουν ἔτι περαιτέρω τὰς προσπάθειάς των και συνεχίσουν τὴν μέχρι τοῦδε θετικὴν πρακτικὴν (μέθοδον ἐργασίας) ἐπὶ τῆς ἐνημερωτικῆς προληπτικῆς δραστηριότητός των μετὰ τῶν παραμεθορίου πληθυσμοῦ, ἰδιαίτερώς εἰς ἐκεῖνα τὰ μέρη τῆς Μεθορίου, ὅπου ἡ παρουσία ἰδιωτῶν εἰς τὴν Μεθοριακὴν Ζώνην εἶναι πυκνότερα, (πρῶτος Τομεὺς), ὡς ἐπίσης και μετὰ τῶν Στρατιωτικῶν και ὑπηρεσιακῶν ὀργάνων, τὰ ὁποῖα ἐλέγχουν τὴν Μεθόριον ἢ ἐργάζονται εἰς αὐτήν.

β) Παρακολουθοῦν τακτικῶς και ἀναλύουν τὴν κατάστασιν εἰς τὸν Τομεᾶ των, ἐνημερώνονται δὲ ἀμοιβαίως περὶ αὐτῆς.

γ) Τηροῦν και εἰς τὸ μέλλον, κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἔργου των τὴν Συμφωνίαν, τοὺς κανόνες και τὰς ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς.

3. Εἰς τὴν συνάντησιν τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ IV Τομέως, ἡ ὁποῖα ἔλαβε χώραν τὴν 30ην Μαρτίου 1979, διεπιστώθη ὅτι εἰς τὴν λίμνην τῆς Μεγάλης Πρέσπας ἀπεσπάσθησαν τρία (3) Πλωτὰ Μεθοριακὰ σημεία (ὑπ’ ἀριθ. 177/VII, 177/XV και 177/XVI).

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ὅπως τὰ ἀποσπασθέντα Πλωτὰ Μεθοριακὰ Ὀροσῆμα ἐπανατοποθετηθῶν εἰς τὰς θέσεις των.

Αἱ ἐργασίαι αὗται θὰ ἐκτελεσθοῦν τὸν Αὐγούστον 1979 κατὰ τὴν ἐργασίαν τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ὁμάδος πρὸς ἀναγνώρισιν τῆς Μεθοριακῆς γραμμῆς, ὡς ἀπεφασίσθη διὰ τοῦ δευτέρου θέματος τῆς Ἡμερησίας Διατάξεως τῆς παρούσης Συνόδου τῆς Ἐπιτροπῆς.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΠΕΜΠΤΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

1. Βάσει τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς, τῶν περιλαμβανομένων εἰς τὸ 4ον θέμα τῆς Ἡμερησίας Διατάξεως τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς XVIII τακτικῆς Συνόδου, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι ἐξήτασαν κατὰ τὴν παρούσαν Σύνοδον τὰ θέματα :

α) Ἀρίθμησης τῶν δύο (2) βοηθητικῶν Μεθοριακῶν Πυραμίδων, αἱ ὁποῖαι εὑρίσκονται μεταξύ τῶν Μεθοριακῶν Πυραμίδων 52/IV-53.

β) Ἐκκαθάρισις τῆς Μεθοριακῆς Ζώνης καὶ πύκνωσις τῶν Μεθοριακῶν Ὀροσῆμων, μεταξύ τῶν Πυραμίδων 24/IV καὶ 24/VII.

γ) Τοποθέτησις τοῦ Πλωτοῦ Τριεθνοῦς Μεθοριακοῦ Ὀροσῆμου εἰς τὴν λίμνην τῆς Μεγάλης Πρέσπας.

δ) Καταστροφὴ Πολυβολείων, τὰ ὁποῖα εὑρίσκονται ἐγγὺς τῶν Μεθοριακῶν Πυραμίδων 61/A, 69, 83 καὶ 85.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω τὰ κάτωθι :

α) Ἐπὶ τῶν ἐν παραγρ. 1α καὶ 1β θεμάτων, αἱ ἀπαιτούμεναι ἐργασίαι θὰ ἐκτελεσθοῦν, ὅταν θὰ λάβῃ χώραν ὁ γεωδαιτικὸς προσδιορισμὸς ἐπὶ τῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθορίου.

β) Ἐπὶ τοῦ ἐν παραγρ. 1γ θέματος, ἡ Γιουγκοσλαβικὴ Ἀντιπροσωπεῖα κατὰ τὴν ἐννοίαν τῶν ἀποφάσεων τοῦ Τετάρτου Θεματος τῆς Ἡμερησίας Διατάξεως τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς Δεκάτης Ὀγδόης Τακτικῆς Συνόδου (XVIII), ἐξήγησε ἐκ νέου ἀπὸ τὴν Ἀλβανικὴν πλευρὰν τὴν συμφωνον γνώμην αὐτῆς διὰ τὴν τοποθέτησιν τοῦ Τριεθνοῦς Πλωτοῦ Ὀροσῆμου, εἰς τὴν λίμνην τῆς Μεγάλης Πρέσπας.

Ἡ Ἀλβανικὴ πλευρὰ ἐπεφυλάχθη νὰ ἀπαντήσῃ ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου ἀργότερον.

Κατόπιν τούτου, ἡ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι δὲν ἐδημιουργήθησαν εἰσέτι αἱ ἀναγκαῖαι προϋποθέσεις διὰ τὴν τοποθέτησιν τοῦ Τριεθνοῦς Πλωτοῦ Ὀροσῆμου εἰς τὴν λίμνην τῆς Μεγάλης Πρέσπας καὶ ἀπεφάσισεν ὅπως τὸ θέμα τοῦτο ἐξετάσῃ ἐκ νέου μετὰ τὴν λήψιν τῆς συμφώνου γνώμης ἐκ μέρους τῆς Ἀλβανικῆς πλευρᾶς.

γ) Ἐπὶ τοῦ ἐν παραγρ. 1δ θέματος καὶ αἱ δύο (2) Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅπως ἡ καταστροφὴ τῶν ἀνωτέρω Πολυβολείων ἐνεργηθῇ τὸν Αὐγούστον τοῦ 1979. Αἱ αὐτὸν τὸν σκοπὸν ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ θὰ συγκροτήσῃ Τεχνικὴν ὁμάδα ἡ ὁποία θὰ ἐκτελέσῃ τὴν ἀνωτέρω ἀποστολήν, παρουσία ἐμπειρογνομόνων τῶν δύο (2) πλευρῶν καὶ ἀντιπροσώπων τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς Μεθοριακοῦ Τομέως. Οἱ ἐμπειρογνόμονες τῶν δύο (2) πλευρῶν ὑποχρεοῦνται, μετὰ τὴν καταστροφὴν τῶν Πολυβολείων, νὰ ἐπανατοποθετήσουν τὰ καταστραφέντα Ὀροσῆμα εἰς τὴν κανονικὴν θέσιν. Οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς Μεθοριακοῦ Τομέως δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν θὰ καθορίσουν τὴν ἀκριβῆ ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῶν ἐργασιῶν.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΚΤΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς συνεχοῦς λειτουργίας τοῦ φωτεινοῦ σήματος τοῦ παροχθίου Μεθοριακοῦ στύλου, ὁ ὁποῖος εὑρίσκεται ἐγγὺς τῆς Μεθοριακῆς Πυραμίδος 177 (Μάρκοβα Νόγκα), ἡ Ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ὅπως ἡ ἀντικατάστασις τοῦ συσσωρευτοῦ του κατὰ τὴν χειμερινὴν περίοδον, ἀπὸ 1ης Νοεμβρίου μέχρι τῆς 31ης Μαρτίου, γίνεται ἀνὰ μῆνα ἀντὶ ἀνὰ δῆμιον.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΒΔΟΜΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξήτασε τὸ θέμα τῆς λειτουργικότητος τῆς Συμφωνίας τῆς συναφθείσης τὴν 17ην Δεκεμβρίου

1958 «Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπονδίας Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας περὶ προστασίας, συντηρήσεως καὶ ἀνανεώσεως τῶν ὁροσῆμων (χερσαίων καὶ πλωτῶν) ἐπὶ τῶν Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῶν συνόρων περὶ προλήψεως, παρεμποδίσσεως, τρόπου ἐξετάσεως καὶ διευθετήσεως τῶν Μεθοριακῶν Ἐπεισοδίων», τοῦ τεθέντος ὑπὸ τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἀντιπροσωπεῖας. Ἐπ' αὐτοῦ αἱ Ἀντιπροσωπεῖαι δὲν εἶχον τὴν αὐτὴν ἀποψιν καὶ ἔλαβον τὰς κάτωθι μεμονωμένας θέσεις :

Θέσις Γιουγκοσλαβικῆς Ἀντιπροσωπεῖας.

Ἐν τῇ Συμφωνίᾳ δὲν συμπεριλαμβάνονται ἔνια σημαντικὰ θέματα ἐκ τοῦ Τομέως σημάτων καὶ συντηρήσεως τῶν Μεθοριακῶν Ὀροσῆμων καὶ τῆς ὁρίου γραμμῆς :

Δὲν προβλέπεται δυνατότης συμπληρωματικῆς σημάτων μεμονωμένων τμημάτων τῆς Μεθορίου.

Δὲν καθορίζεται ἡ διαδικασία διὰ τῶν ὑφισταμένων μεθοριακῶν ἀποδεικτικῶν στοιχείων, οὔτε παρέχεται ἡ δυνατότης συντάξεως νέων ἀποδεικτικῶν στοιχείων περὶ τῆς Μεθορίου.

Δὲν καθορίζεται τὸ χρονικὸν διάστημα, κατὰ τὸ ὁποῖον ὑποχρεωτικῶς ἐκτελεῖται πλήρης ἀνανέωσις τῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθορίου.

Αἱ δύο πλευραὶ δὲν ἐπιβαρύνονται ἰσομερῶς σχετικῶς μὲ τὴν συντήρησιν τῶν Μεθοριακῶν Ὀροσῆμων καὶ τῆς ὁριοθητικῆς γραμμῆς. Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ ὑποχρεοῦται ὅπως συντηρῇ μεθοριακὸν τμήμα, μακρότερον κατὰ 40 περίπου χιλιόμετρα, ἀπὸ τὸ μεθοριακὸν τμήμα, τὸ ὁποῖον πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον κατενεμήθη εἰς τὴν Ἑλληνικὴν πλευράν.

Ἐκτὸς τούτου, τὸ τμήμα τὸ ὁποῖον συντηρεῖ ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ περιλαμβάνει ὑψηλὴν, ὄρεινὴν καὶ δυσκόλως προσεγγιζομένην περιοχὴν, ἀπρόσιτον διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν ἐπὶ τῆς Μεθορίου.

Δὲν ἐρρυθμίσθη τὸ καθεστὼς κατασκευῆς ἐγκαταστάσεων ἐγγὺς τῆς Μεθορίου.

Δὲν μνημονεύονται αἱ συμβάσεις καὶ συμφωνίαι ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ὁποίων ἐξετελέσθη ἡ ὁριοθέτησις μεταξύ τῶν δύο Χωρῶν.

Κατὰ συνέπειαν λόγῳ μὴ ρυθμίσεως τῶν προαναφερθέντων καὶ ἐνίων ἐτέρων θεμάτων, ἡ Ἐπιτροπὴ μέχρι τοῦδε ἤτο ἡναγκασμένη ὅπως εἰς τὴν πραγματικότητά διευρύνῃ τὸς ἀρμοδιότητάς της ἐκτὸς τῶν πλαισίων τῆς Συμφωνίας. Οὕτω κατὰ τὸ ἄρθρον 2 τῆς Συμφωνίας, αἱ συμβαλλόμεναι πλευραὶ ἐπεκύρωσαν τὴν συμφωνίαν των σημάτων τῆς ὁρίου γραμμῆς διὰ 1375 Μεθοριακῶν Ὀροσῆμων ἐπὶ τοῦ Χερσαίου τμήματος, ἐνῶ σήμερον ἐπὶ τῆς Μεθορίου εὑρίσκονται σχεδὸν τὸ διπλάσιον τῶν Μεθοριακῶν Ὀροσῆμων.

Λόγῳ τῶν ἀτελειῶν, τῶν μὴ λεπτομερῶν καὶ τῶν πεπαλαιωμένων μεθόδων, ποὺ ἐφημερίσθησαν εἰς τὸν καθορισμὸν καὶ τὴν σήμανσιν τῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθορίου κατὰ τὰ ἔτη 1928-1938, ἡ Ἐπιτροπὴ τοῦ ἔτους 1978 ἀπεφάσισεν ὅπως σημάνῃ τὰ κρατικὰ σύνορα διὰ γεωδαιτικῆς μεθόδου καὶ συντάξῃ, πλήρη νέα ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα περὶ τῆς Μεθορίου.

Αὕτη ἀποτελεῖ λίαν σύνθετον καὶ μεγάλην ἐργασίαν, ἡ ὁποία δύναται νὰ μᾶς δημιουργήσῃ θέματα, ἐφ' ὅσον δὲν ἐπιλυθοῦν καθ' ἱκανοποιητικὸν τρόπον ἔνια θέματα.

Ἐν σχέσει μὲ τὰ ἐκτεθέντα, ἡ Γιουγκοσλαβικὴ Ἀντιπροσωπεῖα φρονεῖ ὅτι τὰ ἀνωτέρω θέματα πρέπει νὰ ρυθμισθοῦν διὰ Συμφωνίας καὶ προτείνει ὅπως πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον κινηθῇ ἡ ἀνάλογος διαδικασία.

Θέσις Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπεῖας.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεῖα διεφώνησεν ἐπὶ τῆς ὑποβληθείσης Γιουγκοσλαβικῆς προτάσεως. Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεῖα φρονεῖ ὅτι διὰ τῆς ὑπαρχούσης Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Μεθοριακῆς Συμφωνίας τοῦ 1958, παρέχεται ἡ δυνατότης καὶ ἡ εὐχέρεια πλήρους ἐπιλύσεως ἡ ρυθμίσεως τῶν ἐκάστοτε ἀναφυομένων προβλημάτων. Ἡ

Ἑλληνική Ἀντιπροσωπεία ἐπεσήμανεν ὅτι πέραν τῶν ἄλλων διατάξεων, τὸ ἄρθρον 5 εἰδικώτερον, παρέχει εἰς τὴν Συμφωνίαν τὴν εὐχέριαν νὰ ἀντιμετωπίζῃ ἀποτελεσματικῶς, ὡς ἀπέδειξε καὶ ἡ μέχρι τοῦδε 20ετῆς πρακτικὴ, ἀπάσας τὰς περιπτώσεις. Ἀπεναντίας φρονεῖ ὅτι τυχὸν λεπτομερὴς ἀπαριθμῆσι ἐργασιῶν, μεθόδων, διαδικασιῶν κλπ., θὰ καταστήσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας δύσκαμπτον.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΟΓΔΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

Ἡ Ἐπιτροπὴ συνεφώνησεν ὅπως πᾶσα διέλευσις τῆς Μεθορίου ὑπὸ ἀτόμων διανοητικῶς ἀναπῆρων, θεωρεῖται Μεθοριακὸν ἐπεισόδιον, ὡς καθορίζεται εἰς τὸ ἄρθρον 3 παράγραφος 3 τῆς συμφωνίας. Ἡ ἐπιστροφὴ τούτων θὰ ἐνεργῇται μέσῳ τῶν Μικτῶν Ἐπιτροπῶν Μεθοριακῶν Τομέων διὰ Πρωτοκόλλου, ὅπως προβλέπεται εἰς τὴν διαδικασίαν ἐργασίας τούτων.

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΝΑΤΟΥ ΘΕΜΑΤΟΣ ΤΗΣ ΗΜΕΡΗΣΙΑΣ ΔΙΑΤΑΞΕΩΣ

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ὅπως ἡ XXI Τακτικὴ Σύνοδος λάβῃ χώραν ἐν Σκοπίοις τὸ δευτέρον δεκαήμερον τοῦ

μηνὸς Μαΐου 1980. Τὴν ἀκριβῆ ἡμερομηνίαν τῆς Συνόδου καὶ τὴν διάρκειαν ταύτης, θὰ προτείνῃ ὁ Πρόεδρος τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἀντιπροσωπείας.

Ἀμφότεραι αἱ Ἀντιπροσωπεῖαι διαπιστώνουν ὅτι ἡ Σύνοδος τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπραγματοποιήθη εἰς ἀτμόσφαιραν φιλίας καὶ ἐν πνεύματι πλήρους καὶ ἀμοιβαίας κατανοήσεως.

Ἐκάστη πλευρὰ θέλει ὑποβάλῃ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον εἰς τὴν Κυβέρνησίν της. Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον συνετάγη εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα εἰς τὴν Ἑλληνικὴν καὶ Σερβοκροατικὴν γλῶσσαν. Τὰ κείμενα ἀμφοτέρων τῶν γλωσσῶν ἔχουν τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Συνετάγη ἐν Θεσσαλονίκῃ τὴν 21ην Μαΐου 1979.

Ὁ Πρόεδρος
τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας
παρὰ τῇ μονίμῳ μικτῇ
Μεθοριακῇ Ἐπιτροπῇ

Ὁ Πρόεδρος
τῆς Γιουγκοσλαβικῆς
Ἀντιπροσωπείας
παρὰ τῇ μονίμῳ Μικτῇ
Μεθοριακῇ Ἐπιτροπῇ

ΠΕΝΘΕΡΟΥΔΑΚΗΣ ΕΠΑΜ.
Ταξίαρχος

ΚΩΣΤΑΝΩΒ ΚΙΡΙΛΟ